

J'ai voulu voter
avec mon pavé
Mais il ne rentrerait
pas dans l'urne

Les nouveaux militants

photo Elise Rouillet Benoleau

Dossier éco : loisirs bordelais à tout prix

Réaction épidermique

Une sortie de Jean-Marie Le Pen, c'est un peu comme un sale bouton d'acné : ça survient sans prévenir, le plus souvent à l'approche d'un grand rendez-vous, et malgré tous nos efforts, on a du mal à l'ignorer. 2009, année d'élections européennes, Papy a 80 ans et il n'a pas failli à la tradition.

En général ça se déroule en trois temps :

1) Eruption du susdit bouton sur notre front national : Papy brandit le drapeau rouge de la connerie humaine.

2) Vaine tentative de destruction du gêneur : toute la classe politique française, suivie par les médias d'Europe et les bien-pensants du monde, crie au scandale et s'exclame en cœur qu'il faut priver le vieux fou de sa liberté d'expression.

3) Le petit bouton s'est transformé en un bubon purulent. On ne voit plus que ça. Pendant ce temps, l'autre, pas fou, se frotte les mains. « On m'empêche de parler, on viole la démocratie », pense-t-il déjà. Bientôt c'est lui qui criera au scandale.

Et ça fait 50 ans que ça dure. C'est toujours la même rengaine : petit « détail » et grosse publicité. Faut dire, Papy, c'est le pachicéphalosaure de la chose publique. Né en 1928, cet ex-pupille de la nation est le borgne le moins bigleux de l'hexagone et le Breton le plus fouteur de merde depuis Barbe Bleue.

Fils de pêcheur, il pesait six kilos à la naissance et a très vite développé un humour et une faconde à la mesure de son gabarit. Et puis il n'a peur de rien, Papy La provoc' : on l'accuse de nazisme, il s'invente un passé de maquisard. On lui reproche d'être raciste, il se trouve des copains colorés. On le condamne pour négationnisme et il en remet une couche en plein cœur du parlement européen. Difficile de lui faire la peau.

Ça en agacerait presque sa fille, Marine, qui a hérité du goitre et qui espère hériter du trône. Après 36 ans d'un règne tour à

tour poujadiste, antigauilliste, négationniste, royaliste, nationaliste, raciste et extrémiste, Marine aimerait bien faire faire peau neuve au Front national pour se faire plus de copains. Elle voit bien le Paquebot couler, Marine. Le problème, c'est que l'octogénaire a la peau dure de nos jours.

En 1956, il a été le plus jeune député de France. Aujourd'hui, il est en passe d'être le plus vieux député d'Europe. Qu'on le veuille ou non, à force d'être un pustule sur le vi-

sage de la politique française, il est devenu un monument de notre paysage culturel.

Pourtant, un jour, c'est sûr, Papy passera l'arme à gauche. Et sincèrement, il ne doit pas rester beaucoup de canards qui n'aient pas déjà songé à leur titre de une. Allez, on l'ose : « Ciao, les problèmes de peau » !

Pauline de Saint Remy



dessin : Benoît Renaudin

Imprimatur
Journal-école de l'Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine
Fondateur : Robert Escarpit. Directrice de publication : Maria Santos-Sainz
Rédactrice en chef : Julie Rasplis
IJBa • 1, rue Jacques Ellul • 33080 Bordeaux cedex • 05 57 12 20 20 • journalisme@ijba.u-bordeaux3.fr
ISSN 0397-068X
Imprimerie : Imprimerie centrale, Pessac

Action



Jeudi 19 mars, 19 h 30, quartier Saint-Genès

Le portable sonne. Matthieu¹, un Vélorationnaire, nous donne rendez-vous au 147, rue Saint-Genès. Il milite également pour le DAL. Depuis le 16 mars, un immeuble appartenant à la mairie est occupé. Des sans logement, et d'autres qui se mobilisent pour qu'ils en aient un, sont entrés sans effraction, par une fenêtre ouverte. Ils doivent tenir 48 heures. Passé ce délai d'occupation, la maison sera considérée comme la leur. Une procédure devra être engagée pour les expulser.

20 h 15 : Les voitures de police défilent dans la rue avec leurs gyrophares. Les lumières bleues éclairent les squatteurs qui passent leur tête par les fenêtres. Accrochée au rebord, une banderole aux inscriptions rouges et noires flotte : « Quand se loger est un luxe, réquisitionner est un droit ». L'ambiance est bon enfant. Des chants retentissent : « Non, non, non aux expulsions ». Parmi la trentaine de manifestants présents pour les soutenir, on reconnaît des visages déjà croisés au cours de réunions.

20 h 25 : Les CRS se postent devant l'immeuble. La tension monte. Personne ne veut d'incident. Chaque camp s'organise. Les manifestants ne cherchent pas l'affrontement. Ils font entendre leurs voix : « Vous [les CRS] connaissez pas des gens dans la galère, vous ? »

20 h 34 : Les flics chargent. Il faut faire re-

culer les manifestants. Plusieurs tombent. Inventaire, troupes, les militants se cherchent des yeux. Impuissants, ils assistent à l'expulsion et l'arrestation des occupants, les mots sont durs : « Honte à vous ! » La voix d'un mec s'élève : « Tu t'exprimes, c'est un délit », une autre encore se fait entendre : « On a raison à ce point ? Pour que vous argumentiez avec vos armes ? »

20 h 45 : Deuxième charge. Les manifestants courent. Les bennes à ordures jonchent la rue. Elles forment une barricade de fortune, érigée par par les militants dans leur fuite pour distancer leurs poursuivants. Un riverain, sur son perron : « Mais c'est la folie ce truc ! »

Une troisième charge suit. Repoussés jusqu'au bout de la rue Saint-Genès, les militants se dispersent. Que sont devenus les autres ? Nul ne sait. Le lendemain, les nouvelles circulent. Une quinzaine d'arrestations. Les « révolutionnaires » seront vite relâchés : aucun chef d'accusation n'est retenu contre eux. Une des manifestantes a été transportée à l'hôpital. Sept points de suture à la lèvre supérieure, son visage est tuméfié.

Dimanche 22 mars : La jeune femme blessée, chanteuse du groupe de rap Opa, porte plainte pour « violences policières ». Elle a justifié sa décision dans les colonnes de *Sud Ouest* : « [...] si on ne peut plus se rassembler pacifiquement sans se faire taper dessus et envoyer à l'hôpital, où va-t-on ? »

Au cœur du nouveau militantisme

Jeudi 12 février. Quartier Saint-Michel. Benoît nous convie à la réunion de fondation des déboulonneurs.

Comme Matthieu, nous l'avions rencontré lors de la réunion des Vélorationnaires la semaine précédente. Ils appartiennent au réseau des nouveaux militants bordelais qui se construit petit à petit. Benoît représentait les déboulonneurs. Pour lui, informer les autres groupes des activités de son mouvement est primordial pour grossir les rangs. « Je crois que si nous voulons que nos actions servent à quelque chose, il faut s'entraider. Je veux dire que nous déboulonneurs, pouvons annoncer vos actions, et en retour, vous [les Vélorationnaires] les nôtres ».

Benoît est à l'origine du lancement des « Mutins de la réclame », la branche bordelaise des anti-pub. Lui et ses amis regrettent que nos villes et nos esprits soient pollués par la publicité. « Il y a déjà eu une réunion. Ce soir, on doit discuter de la charte et des actions que l'on va mener », explique-t-il. La pièce se remplit au compte-gouttes. Chacun est le bienvenu, surtout s'il apporte ses idées. Pizza maison dans une main et bière dans l'autre, les discussions s'engagent. Lucie, une nouvelle venue, s'interroge : « On ne risque pas d'aller en prison quand même ? » Si ! Le fait de détériorer les affiches publicitaires est réprimé par la loi. Il s'agit d'une dégradation de biens publics. « Il restera une trace sur le casier judiciaire ? », s'inquiète la jeune fille. Le débat s'enflamme à propos des diffé-

rents types de casiers judiciaires. Une inscription sur l'un d'entre eux disqualifie d'office les candidats à certains postes de la fonction publique... Les avis divergent : faut-il rester dans la légalité ? Se contenter de dénoncer les panneaux non conformes ? Chacun agira selon sa conscience. La désobéissance civile, c'est ça aussi, la confrontation avec les forces de l'ordre.



¹ Tous les prénoms de cette page ont été changés

Aux manifs de droite, les militants endossent les attributs de la noblesse et de la bourgeoisie, et revendiquent haut et fort leur mépris de la pauvreté et du monde de la culture. En costard-cravate et manteaux de fourrure, ils scandent avec le plus de sérieux possible leurs slogans au quatrième degré, à tel point que certains badauds prennent parfois leur discours pour argent comptant. croire qu'ils n'exagèrent finalement pas grand-chose...



Photo D. R.



Photo D. R.

L'Appel et la pioche est le comité précarité du Nouveau Parti Anticapitaliste. Chaque fin de mois, les nouveaux précaires affamés du comité organisent des "actions de faim de mois." Il s'agit de pique-niques sauvages dans les supermarchés. Ces happenings se déroulent essentiellement en région parisienne. Le dernier en date : en février dernier, le treizième arrondissement de Paris.



Photo B. B.

La Vélorution, son arme : les vélos. Sa devise : mieux vaut pédaler que polluer. Ils n'hésitent pas à bloquer les automobilistes avec leurs vélos, à pédaler tant qu'il faut pour se faire entendre. Ils organisent également des ateliers de réparation de vélos, comme en février dernier place Pey Berland.

La galaxie des Com' battants

Coups d'éclat, buzz, le nouveau militantisme est surtout une affaire de communication.

Jeudi-Noir : la vidéogénie

Il enfouit son nez sous son écharpe et tape des pieds par terre. Ce matin du 4 novembre, au pied d'un immeuble parisien, l'hiver a pris ses quartiers. Lui, il attend. Il se remémore le mail séduisant qui lui donnait rendez-vous. Sa main se pose brutalement sur sa sacoche. Le bloc-notes est bien en vue, il est reconnaissable. Une femme s'avance vers lui.

« Excusez-moi, vous faites partie de Jeudi-Noir ? J'ai entendu dire qu'il devait y avoir une action dans le coin ».

Il décline : « Non, je suis journaliste, je suis venu couvrir l'action ».

Elle s'esclaffe « Moi aussi ! ».

Quelques minutes plus tard, les journalistes se retrouvent dans un studio du sixième étage. Quant aux militants, ils se comptent sur les doigts de la main. Mais ils ont réussi leur coup. Bilan : une page entière dans *Libération*, un article dans *Les Inrockuptibles*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *20 minutes* et des sujets sur France 3, Canal +, France Inter. Il faut dire que rien n'avait été laissé au hasard. « Visuellement, c'était incroyable, raconte Julien Bayou, membre fondateur du collectif. On leur a fourni des images de fête à filmer et toute une série d'interviews servies sur un plateau. On était tous là : nous, le propriétaire et ceux qui cherchaient vraiment à se loger ; tout le monde était sur place, à la disposition des journalistes. » Connaître sur le bout des doigts les contraintes journalistiques pour mieux s'en servir, c'est bien la force de ces nouveaux militants. Faible structure, nombre d'adhérents limité, et aucune ancienneté, ils ont vite compris que pour exister, le coup médiatique était nécessaire.

Ces coups, ils les travaillent. Digne des grands gouvernements, ces groupes militants ont leurs propres « spin doctors ». Julien Bayou n'a pu réaliser son buzz du 4 novembre qu'en connaissant parfaitement les contraintes journalistiques. Lui-même a effectué plusieurs stages au sein de la presse. Son bras droit, Guillaume, pige régulièrement pour Radio France.

Quant à Manuel, il est un ancien du Centre de Formation des Journalistes. Rien de plus facile donc pour eux que de rameuter caméras et micros, même lorsque leurs coups sont organisés à la va-vite.

Les Déboulonneurs : le parler journalisme

Benoît est étudiant à Sciences-Po Bordeaux. Il a fondé, il y a moins d'un mois, la filière locale des Déboulonneurs, collectif anti-pub. Pour la seconde réunion, il a convié la presse.

Enfin du moins, deux étudiantes en école de journalisme, qu'il a dé-

Le Clan du néon est un collectif "Made in France" qui prend pour cible les enseignes publicitaires des commerces qui restent allumées toutes les nuits. Une dépense d'énergie inutile et nuisible, aux yeux de ces écologistes de l'ombre qui organisent des raids nocturnes (aussi appelés "switch off") pour débrancher les néons fautifs. Un mouvement isolé mais efficace, puisque certains commerçants désabusés ont d'ores et déjà renoncé à leur éclairage.

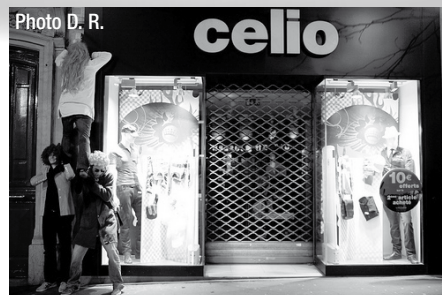


Photo D. R.

marché la semaine précédente, lors d'une réunion des Vélorutionnaires. La tension monte, et avant de les accueillir, tel un élève consciencieux, il relit soigneusement ses fiches : « comment parler aux journalistes ». La leçon est sue. Il leur sert la main et « leur parle lentement » comme le stipule la première leçon. Les journalistes ne sont pas très intelligents, il faut être clair et concis, leur donner à manger des phrases chocs.

Les Clowns : je passe au JT donc je suis

« Ils étaient dix clowns d'après la police, dix mille policiers d'après les clowns », s'amuse la Brigade activiste des clowns, dans un communiqué pour annoncer leur participation à une manifestation anti-CPE. Mille, cinq mille, dix mille, pas plus. Comme tous ces nouveaux militants, ils ne sont aucunement ces grands partis de masse qui ont secoué le XX^e siècle. Un handicap qu'ils pallient par une surexposition médiatique. Je passe à la télé donc je suis, tel est le nouveau credo de ses activistes. Mais attention, la chose n'est pas aisée. Les novices du spectacle sont initiés lors de stages de désobéissance civile. Comme pour des comédiens du cours Florent, les élèves militants apprennent à se mettre en scène, à rire, pour que sur place ils donnent à voir une véritable ambiance festive, et bon enfant. Ils soignent leur image pour mieux être aimés de l'opinion publique. Résultat : les clowns étaient dix à la manif, selon la police, mais vus par des millions de téléspectateurs selon Médiamétrie.

Les Enfants de Don Quichotte : « tout flatteur dépend de celui qui l'écoute »

Malins, les nouveaux militants manipuleraient avec aisance les médias. Mais à trop se consacrer à la forme, qu'en est-t-il du fond ? Génération précaire, le Jeudi-Noir ou encore les Enfants de Don Quichotte ont réussi à ouvrir, sur la place publique, le débat sur la précarisation des jeunes par les stages ou les problèmes de logement. Dans la tente VIP d'Augustin Legrand, Jean Rochefort et autres personnalités ont défilé pour apporter leur soutien à la cause. En pleine campagne présidentielle, la ministre du Logement, Christine Boutin, est même sortie de son mutisme. Mais parole contre parole, médias contre médias, aucune avancée concrète n'en a résulté. Loin des caméras, l'application du droit opposable au logement s'est avérée très limitée. À Paris, sur 7 200 demandes, seules dix familles ont effectivement été relogées à ce jour. Beaucoup de bruit pour rien.

115 cercles de silence sont recensés dans toute la France. Depuis 2007, des dizaines de milliers d'opposants à la politique d'immigration du gouvernement se réunissent, forment un cercle et se taisent. A Bordeaux, le cercle rassemble une centaine de participants place Pey Berland tous les derniers mardis du mois entre 18 et 19 heures 30.



Photo D. R.

La Brigade activiste des clowns utilise sans modération l'arme de dérision massive pour faire entendre sa voix. Dernier fait d'armes en date : « La Bac a fait gagner 5 places à la France dans le classement de Shanghai en augmentant le cours du cerveau français. » Le nom Bac est un clin d'oeil évident à la Brigade anti-criminalité. Le concept existe dans la plupart des pays occidentaux, sous la bannière de Circa, pour Clandestine Insurgent Rebel Clown Army.



Photo C. B.

Les Mutins de la Réclame, déboulonneurs bordelais, militent contre les publicités consuméristes qui polluent nos villes et nos champs de vision. A coups de bombes de peinture et de collages, ils détournent les messages publicitaires.



Photo L. C.

Au pays de Gandhi

Benjamin, 20 ans, rêve d'un nouveau monde. Le vélo remplacerait la voiture et le troc le capitalisme. Pour le construire, un moyen : la désobéissance civile.

Cheveux ébouriffés, jean tombant et pull large. D'une démarche nonchalante, Benjamin se glisse entre ses camarades. Il s'assied et un cercle se forme autour de lui. Un cahier sur les genoux, le crayon dans la main, il ouvre le début de la réunion des Vélorutionnaires. Il a le physique d'un jeunot mais la tranquillité d'un sage. Point d'envo-lée lyrique chez lui, ni de poing brandi, mais une force tranquille. Entouré de ses apôtres, Benjamin rêve d'un monde meilleur. Et il aime bien savoir qu'il n'est pas le seul. « C'est agréable de rencontrer des gens ouverts qui partagent vos idéaux. »

La révolution à bicyclette

Toujours dans les cou-lisses de l'organisation, souvent sous les feux de la rampe lors d'happe-nings, il parle de sa ré-volte à bicyclette comme un ancien combattant. Il conte ses glorieuses ba-tailles, les amitiés et les moments de désespoir.

La place de la Victoire, un jour de septembre, se dessine dans sa mémoire. « On était très nombreux. Certains à vélo, d'autres sur des échasses, beaucoup étaient déguisés. Tous ensemble, on a pédalé jusqu'au Jardin public. C'était génial, j'ai pas de meilleur souvenir. » Il y a eu des bides aussi, comme en décembre dernier. Le ras-semblement était de faible envergure, et les automobi-listes, pressés dans leurs courses aux cadeaux de Noël, étaient passablement remontés. Le conduc-teur d'un 4x4 hurlait qu'il allait « leur casser la gueule ». Le spectacle ne prend pas à chaque fois.

A cheval sur plusieurs causes

Arrivé à Bordeaux, il y a deux ans il a « voulu savoir ce qui se faisait ». Membre du collectif de décrois-sance le « Pas de côté », d'un SEL, groupe qui remet au goût du jour le troc, il veut « vivre sim-plement pour que les autres puissent simplement

vivre ». Un précepte emprunté à Gandhi. Au SEL, pas d'euro, ni de yen ni de dollar, mais une nou-velle monnaie d'échange : l'unité de temps. Une heure de cours de guitare contre une heure d'aide pour un déménagement. « Mais la réciprocité n'est pas obligatoire. Tu peux donner une heure

anti-bagname borné ». Originaire de la campagne, en Dordogne, il a conscience des problèmes de déplacement en milieu rural. Toutefois, en ville, rien n'empêche le tout deux-roues. Chacun doit mettre le pied à l'étrier.

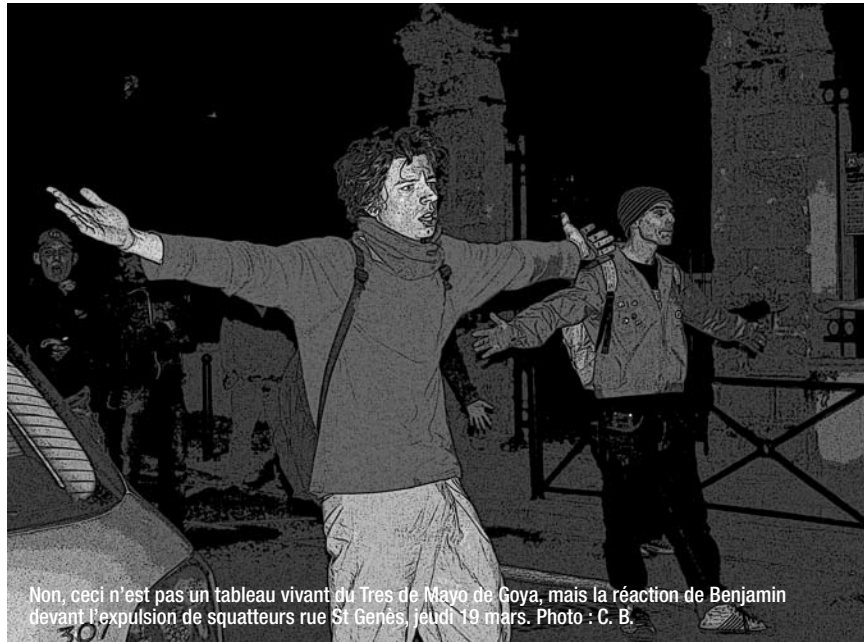
Gandhi, son précepteur

« Soyez le changement que vous voulez dans le monde ». Gandhi réap-paraît dans sa bouche. Il a à peine 16 ans quand il se prend d'admiration pour le personnage, au détour d'un documen-taire sur le père de la désobéissance civile. C'est le déclic. S'ensuit une boulimie de docu-mentaires — We Feed The World, Notre pain quotidien, etc. — et de littérature alternative. Silence, *L'Age de fer* ou encore *Le Courier des amis de la terre* trônent sur sa table de chevet. Au-dessus de la table de nuit, depuis quel-ques mois, est épinglée une carte du monde. Sa

future destination y est entourée : le Sri-Lanka. Il y part trois mois, dans le cadre de sa licence d'in-génierie de projets humanitaires et de solidarité internationale. Là-bas, il apportera son aide à une ONG locale, qui tente d'améliorer les conditions de vie dans les plantations de thé. « En France, on n'aime pas le boycott, mais pourtant, quand on voit comment Tetley et Lipton exploitent leur force de travail, il ne serait pas illogique de le faire. » Boycoter ces produits pour être cohérent avec ce que l'on défend. Sa force tranquille vient peut-être de là. Dans son mode de vie quotidien, Benjamin est en accord avec sa conscience.

Prochaine Vélorution :
place Pey-Berland, le 4 avril

Dossier réalisé par
Béatrice Bochet, Claire Burckel,
Lucile Chevalier et Olivier Moizan



Non, ceci n'est pas un tableau vivant du Tres de Mayo de Goya, mais la réaction de Benjamin devant l'expulsion de squatteurs rue St Genès, jeudi 19 mars. Photo : C. B.

« Vivre simplement pour que les autres puissent simplement vivre »

militantisme très convivial, sans hargne, dans la bonne humeur. » Alors, il est resté. « Avec ces coups d'éclat, on veut créer un déclic pour que les Bordelais changent leurs comporte-ments. » Pour les convaincre, Benjamin cite une étude : « Avec tous les contre-temps : bouchons, arrêt à la pompe à essence, réparation, la voi-ture fait en réalité du 6 km/h. » Et le vélo ? Il ne sait pas, 15 à 20 km/h, il présume. Mais ce n'est pas le plus important. Benjamin rêverait-il d'un monde sans voiture ? « Non, je ne suis pas un

Débaptisez-moi, Benoît !

Cinq demandes de débaptisation la semaine dernière. Du jamais vu à l'archevêché de Bordeaux. La raison ? Les récentes fulgurances du Pape sur le préservatif, bien sûr. Dans ce contexte tendu, clash entre les pro et les anti-Benoît XVI. *Imprimatur* a recueilli les opinions des deux parties en présence. Sur terre, Dominique Bochel a lancé un manifeste sur son blog www.menageredemoinsde50ans.com pour une débaptisation massive. Au ciel, le Père Pierre-Marie Fayolle, chancelier de l'archevêché de Bordeaux, nuance ces propos.

Clémence Pierre et Julie Rasplus

>> écoutez l'interview de Pierre-Marie Fayolle sur www.imprimatur.fr

La Genèse

Ciel : « Les demandes de débaptisation sont en fait très relatives, il n'y a pas de mouvement massif. C'est un acte radical de gens en conflit avec l'Eglise, mais aussi avec eux-mêmes. Déjà en marge de l'Institution, ces gens sont en souffrance. Il leur faut un événement déclencheur, ici le Pape. Bien souvent, des groupuscules, voire des mouvements sectaires, motivent le processus. »

Terre : « C'est un ras-le-bol général qui m'a poussée à entamer une dé-marche de débaptisation. J'ai été profondément indignée et choquée par les paroles et les actions du Pape. Les récents événements sont la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Je ne pratique pas, je ne suis pas « communie », et je refuse d'être comptée parmi les catholiques. »

La Croix

Ciel : « Mon avis sur les gens qui demandent à se faire débaptiser ? Je pense que dans la tempête, il est plus utile de rester sur le bateau. Se main-tenir dans l'Eglise permet de faire entendre sa voix plus clairement qu'en l'abandonnant, et de faire ainsi évoluer les choses. »

Terre : « Faire partie de cette institution reviendrait à cautionner les propos et les actes de ses dirigeants, exactement comme être encarté dans un parti. Se battre au sein de l'Eglise serait compréhensible si l'institution était une démocratie. Ce n'est pas le cas. La base n'est pas consultée et n'a ni voix, ni de poids. »

La Passion

Ciel : « Même si la crise déclenchée par les propos du pape n'est pas aussi grande que je le craignais, il y a un malaise. Chacun campe sur ses positions et on assiste à une radicalisation des deux parties, « pro » et « anti » Benoît XVI. Ce n'est jamais bon, car on n'écoute plus l'autre. »

Terre : « J'hésite entre deux solutions. La « soft » : une démarche simple de débaptisation. Et une autre plus radicale : l'excommunication. Je le suis de fait, étant à l'opposé des valeurs défendues par l'Eglise. Je suis pour l'avortement, j'ai milité pour le port du préservatif en Afrique, et je ne pratique pas l'abstinence ! »

Les Vœux

Ciel : « Même si on se focalise sur l'augmentation des débapti-sations ces temps-ci, il ne faut pas généraliser. L'Eglise attire encore nombre de fidèles. Rien que dans le diocèse de Bordeaux, plus de cinquante adultes vont se faire baptiser à Pâques. »

Terre : « Le plus efficace serait une vague de débaptisation massive. Ca forcerait la tête pensante de l'institution à prendre conscience du méconten-tement. L'Eglise est un pouvoir extrêmement riche et puissant. Il serait temps qu'elle se souvienne qu'elle a des ouailles. »



Les mystères de la Garonne

Mardi 31 mars, des promeneurs ont aperçu une silhouette suspecte dans la Garonne. Certains ont prévenu la police. Ils disaient avoir vu une espèce de poisson gigantesque. Les plus affolés ont comparé l'apparition à un requin. Ce n'est pas la première fois que le fleuve est sujet à ce genre de manifestation extraordinaire. En 1985, un espadon de 120 m de long a été pêché par un amateur de carpes.

Des primeurs au goût de crise

La semaine des primeurs 2008 a ouvert cette semaine en Gironde. Les professionnels du vignoble bordelais dégustent le millésime de l'an passé, sur fond de crise économique.

Du 30 mars au 3 avril, les spécialistes du vin bordelais ont un rendez-vous crucial. C'est le moment de goûter la récolte 2008. Les responsables des différents crus présentent aux acheteurs la première version de leur produit. 4000 acteurs du marché du vin, originaires de 36 pays différents, sont attendus. Cette manifestation est décisive pour le succès de la récolte : à la fin de la semaine, les prix des plus grands crus seront fixés.

Aujourd'hui, les craintes sont doubles. L'année 2005 a été qualifiée d'exceptionnelle pour le vin français. Mais ce millésime a provoqué une forte spéculation sur les prix. Résultat : « En 2005, ils n'ont jamais été aussi élevés », note François Portail, un commercial spécialisé dans le vin. L'ensemble des acteurs de ce marché redoute l'écèlement de la bulle spéculative. Pour lutter contre ce risque, les professionnels ont adopté une démarche commune à l'occasion des primeurs : motiver les acheteurs par des prix « raisonnables ». Les courtiers, en plus de fixer les prix, doivent désormais prendre en considération la situation économique. Et celle-ci n'est pas brillante. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Asie du Sud-Est et, dans des proportions moindres, la Russie, sont aussi frappés par la crise. Problème : ce sont les principaux clients des vignobles bordelais. La demande a donc chuté : - 7 % rien que pour 2008.

Une aubaine pour les châteaux

La chasse aux primeurs, c'est un sport bordelais vieux comme le monde. Pour décider de leurs éventuels achats, les clients se rendent dans les châteaux pour rencontrer les propriétaires. Ils goûtent le vin en cours d'élevage pour apprécier la saveur du millésime qui n'a pas encore vieilli. En fonction de sa qualité, les négociants déterminent le temps nécessaire à la récolte pour arriver à maturation. « Quand on arrive dans les châteaux, les propriétaires nous font goûter leurs produits, ça nous donne une impression furtive de ce que sera le vin quand il aura vieilli. C'est comme une première photo du vin », explique Eric, négociant de l'établissement Duclot à Bordeaux.



Le bar de la Maison du vin à Bordeaux. Photo J. D.

Pour les responsables des crus, la semaine des primeurs est une aubaine. C'est surtout une sécurité financière capitale. « Dans un château, l'entretien du vignoble et des tonneaux coûte très cher. Les affaires conclues cette semaine sont pour les propriétaires une rentrée d'argent immédiate », indique François Portail.

Cette manifestation est aussi un véritable coup de pub. Et ça marche. Eric déplore un accès trop large aux dégustations de millésime. « Ça devrait être réservé aux professionnels, c'est-à-dire les propriétaires, les négociants, les producteurs et les courtiers. Certains se présentent à tort en tant que professionnel, ce qui discrédite l'événement ». Alors, doit-on s'inquiéter pour les primeurs 2008 ? A priori, non. La récolte a été faible. Les rendements ont diminué de 20 % à 30 % pour les rouges et jusqu'à 50 % pour les blancs. Les stocks devraient donc s'écouler assez facilement. Et selon les premiers dégustateurs, ce millésime s'avère excellent. Bon espoir pour cette année encore. Mais certains vins vieillissent mal, ranimant le doute. « Quand on achète le vin, on reçoit les bouteilles avec un temps de retard, commente François Portail. Il y a toujours le risque que le vin vieillisse mal. C'est un peu un coup de poker. »

Julie Delvallée et Adèle Salmon

Les primeurs en bref

• La semaine des primeurs a été créée par l'Union des grands crus de Bordeaux en 1973.

• Objectif : présenter aux professionnels de la presse et de la distribution le nouveau millésime de l'an passé.

• 1996 : la manifestation, propre au vignoble bordelais, s'ouvre aux acheteurs étrangers et aux appellations « Bordeaux ». Les clients anglais et japonais sont les plus nombreux

• On compte 40 points de dégustation en Gironde.

A. S.



Obama de passage à Bordeaux

Le nouveau président des Etats-Unis était en visite mercredi dernier dans la capitale du vin. Ce grand amateur de rouge a profité de sa venue au G20 pour faire le tour de vignobles. Il a également salué Alain Juppé. Toujours relax et cordial, Barack Obama s'est lancé de bon cœur dans la dégustation des crus de la région. Des observateurs l'ont vu tituber sur les quais, une bouteille de Château-Lafite à la main.

CARNET DE JUSTICE

« Deux marteaux, trois tournevis et une pince coupante »

La justice est impartiale et transparente, dit-on. La preuve : les audiences correctionnelles sont ouvertes au public. L'occasion d'aller vérifier le fonctionnement de la grande institution. Petit récit d'un après-midi de comparutions immédiates au tribunal de Bordeaux.

13 h 30 Vous avez dit ponctualité ? La présidente et ses deux assesseurs se font attendre. Pendant ce temps, les avocats négocient avec l'huissier l'ordre de passage de leurs clients.

13 h 45 La Cour fait son entrée. « Levez-vous et taisez-vous », tonne la greffière avant de se caler dans son fauteuil.... et de s'endormir.

13 h 47 Matthieu, le premier prévenu, est amené dans le box par trois gendarmes. 20 ans, yeux clairs et visage angélique, il ne semble pas bien comprendre ce qu'il fait là. Il est accusé de violence sur ascendant et de rébellion. En clair, il a frappé sa mère et résisté aux gendarmes venus l'arrêter. « Je suis tout le temps énervé. J'ai grandi dans la violence. A force de voir la main se lever, je me suis défendu », explique-t-il, le regard baissé. « Oui, oui », lui répond la présidente, qui n'a manifestement pas le temps de s'attarder sur le dossier. Il faut dire que sept autres prévenus attendent leur passage aujourd'hui. En vingt minutes, l'affaire est bouclée, réquisitoire du procureur et plaidoirie de l'avocat de la défense compris. « Jugement à la fin de l'audience ». L'avocat lui tapote l'épaule. Au suivant.

14 h 10 Congolais de 29 ans à la carrure imposante, Freddy est prévenu d'avoir tenté de cambrioler le supermarché Casino de Mérignac. « J'ai eu un malaise, puis je me suis retrouvé enfermé dans le magasin. J'ai eu peur, j'ai paniqué. » — « Vous aviez quand même en votre possession deux marteaux, trois tournevis et une pince coupante. Pas vraiment de quoi faire face à un malaise, non ? », rétorque la présidente. Le ballet bien rôdé se répète : l'avocat de la partie civile insiste pour que les scellés soient levés et

que le magasin récupère ses outils. Le procureur assure que parfois le sursis peut être utile, mais pas cette fois-ci. Suivant.

14 h 45 A Hatime, la trentaine et l'allure vigoureuse, on reproche les faits de violence sur conjoint et conduite en état d'ivresse. Après un repas bien arrosé, il a poursuivi sa compagne qui partait en tramway acheter des cigarettes. Pour pouvoir « lui donner de l'argent, parce qu'elle n'avait pas une thune », il a garé sa voiture sur la voie du tram, bloquant la circulation pendant vingt minutes. Il est ensuite monté dans la rame s'expliquer directement avec son amie. « Je ne l'ai pas frappée », assure-t-il. « Application de la peine-plancher : deux ans », répond la représentante du ministère public. « Et si c'était vrai ? », tente son avocat. Mais la référence à Marc Lévy ne semble pas convaincre.

15 h 15 C'est au tour de Christophe, ancien toxicomane né en 1973. L'air hébété, il récite ses « Je suis désolé » aux policiers qu'il est accusé d'avoir outragés, avec le ton las de l'habitude. Son casier fait état de seize condamnations, « mais je n'ai jamais frappé personne », précise-t-il. « Les policiers ne sont pas payés pour se faire insulter », estime cependant le procureur, qui requiert 4 mois ferme. « Il va tout perdre, il peut encore s'en sortir », plaide son avocate.

15 h 50 Le suivant, c'est Laurent, 33 ans, commerçant. Laurent a un problème avec l'alcool. « Mais c'est son problème », selon la présidente, « le nôtre, c'est qu'il conduise alors qu'il a trop bu ». Son avocate, qui défend trois autres prévenus aujourd'hui, bataille pour lui trouver des circonstances atténuantes un peu originales, qui

marqueront les juges. A tout à l'heure, merci.

16 h 15 « Le cas le plus préoccupant de cet après-midi », dit le procureur, c'est Rabah, un jeune homme, arrêté après une course poursuite avec les policiers. Il conduisait en état d'ivresse, sans permis, un pistolet Beretta, une balle de 22 long rifle et des gants sur le siège passager. « J'étais déboussolé », lâche le prévenu. Suivant.

16 h 50 Hicham, c'est le cas le plus rapide de la journée. Arrêté en 2007, ce Marocain de 31 ans avait été condamné à un an de détention et cinq ans d'interdiction de résidence sur le territoire. Il n'a pas compris qu'il n'avait pas le droit de rester en France à sa sortie de prison. Entre temps, il a trouvé un travail. « Ah oui, mais tant pis », souffle la présidente. Dix minutes d'audience.

17 h « Le dernier de la journée », annonce l'huissier. C'est Rachid, 32 ans, que les policiers ont surpris en train de vendre du Subutex aux abords du cours Victor Hugo. « C'est pas vrai », se borne à répéter ce SDF, qui ne comprend visiblement pas les questions de la Cour. « Bon », dit la présidente. « La Cour va délibérer ».

18 h 10 Les jugements vont être rendus. Un par un, les prévenus sont appelés. Tous sont déclarés coupables. Sept mandats de dépôt sont déposés. « Ca veut dire que je vais en prison ? », demande Matthieu. « Oui ». Seul Laurent, jugé pour conduite en état d'ivresse, pourra bénéficier d'un aménagement de peine. « Et ne buvez pas ce soir pour fêter ça », lance la Présidente avant de sortir. Il est 18 h 25.

Kaël Serreri

>> L'audience se poursuit sur www.imprimatur.fr

« Passer en CI, c'est une sanction en soi »

La comparution immédiate (CI) est, comme son nom l'indique, une procédure pénale qui permet de conduire directement devant le juge une personne qui vient d'être arrêtée en flagrant délit. Ce système présente le double avantage de donner l'image d'une justice efficace et de désengorger les tribunaux. Sophie Baillou et Guillaume Sapata, avocats au barreau de Bordeaux répondent à nos questions sur cette procédure particulière. **Est-il possible d'assurer une défense efficace avec des délais aussi courts ?**

C'est vrai que c'est difficile, souvent la plaidoirie se prépare en quelques minutes. On passe très peu de temps avec nos clients. Surtout quand on doit s'occuper de plusieurs dossiers à la fois. D'autant que les prévenus ont souvent le même profil. Il faut alors de trouver des arguments qui forceront la cour à se souvenir d'eux. Par ailleurs, la défense est désavantagée par rapport au Parquet, qui pilote le dossier depuis le départ.

Les condamnations prononcées en comparution immédiate sont-elles plus sévères que lors des procédures classiques ?

Pas forcément, car les affaires qui sont jugées sont « simples ». Il s'agit généralement de flagrant-délits, et les prévenus sont souvent des ré-

cidivistes. Les demandes de délai sont d'ailleurs assez rares, les prévenus savent ce qu'ils ont fait et pourquoi ils sont là. Passer en comparution immédiate, c'est déjà une sanction en soi.

Quels avocats sont chargés de la défense des prévenus ?

Pour les avocats commis d'office, ça fonctionne sur la base du volontariat. On s'inscrit au centre de permanence pénale, puis la désignation se fait par ordinateur. Il y a également une formation obligatoire en droit pénal. Il vaut mieux être motivé. C'est un exercice assez compliqué, mais qui permet de se former très rapidement et de se constituer une clientèle.

K. S.



Une brigade de police écolo un peu spéciale

La mairie de Bordeaux a mis en place cette semaine une brigade de police anti-flatulence. Ces agents sont chargés de réduire le réchauffement en maintenant un niveau bas de gaz intestinaux. Il est de notoriété publique que ces gaz sont hautement chargés en CO₂. Ces policiers d'un nouveau genre ont le droit d'observer et de verbaliser une « relâche » trop importante de n'importe quel citoyen. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, a salué l'initiative de Bordeaux et envisage de créer sa propre brigade.

La guerre du fitness

Plus de vingt clubs de remise en forme se font concurrence à Bordeaux. Gros plan sur un marché particulièrement juteux.

S'épuiser sur des appareils high-tech en regardant des clips musicaux sur des écrans plasma... Bienvenue à Fitness First. L'enseigne mondiale de clubs de remise en forme a ouvert son premier site à Bordeaux en décembre dernier. Plus qu'une énième salle de sport, « c'est un véritable événement », selon la direction, qui se vante déjà de ses 1500 adeptes.

« Fitness First a ouvert en dépit du bon sens. Le marché est déjà saturé », estime Eric Crouzin, lui-même propriétaire de la salle O-Zone située à quelques mètres de l'enseigne internationale. Le propriétaire de la petite salle ouverte en 2002 se sent peu menacé par le géant Fitness First. Il se souvient de l'exemple de Moving, une enseigne qui a tenté de s'installer à Bordeaux, pour finalement « se casser la gueule ».

Dans la capitale girondine, les géants tels que Fitness First, Amazonia ou Lady Fitness se partagent le marché avec des salles indépendantes comme O-Zone ou l'Acropole. Deux concepts et modèles économiques totalement différents. Eric Crouzin a sa propre analyse : « Il y a d'un côté les grands groupes qui jouent surtout sur la quantité. Ce sont en quelque sorte les fast-food des salles de sport. Et puis, il y a les petits restaurants créatifs, c'est-à-dire les salles indépendantes, qui misent sur la convivialité pour fidéliser leurs clients. »

Proximité vs quantité

Il est vrai que les grosses structures cherchent à vendre un maximum d'accès, quitte à utiliser des méthodes de marketing dites agressives. En témoigne la campagne publicitaire de Fitness First, très diffusée à Bordeaux, qui a débuté plusieurs mois avant l'ouverture. Dès l'inscription, le club exige que chaque nouvel abonné communique



Les femmes sont les principales clientes des clubs de fitness. Photo A. B.

les contacts de dix amis, cibles potentielles. Et ça marche plutôt bien. Sauf que le taux de réabonnement est souvent faible pour ces grands groupes. Une chose qu'ont bien compris les propriétaires des petites salles comme Eric Crouzin. Leur credo : fidéliser le client.

Ils jouent surtout sur la convivialité et la proximité, et ont souvent une petite attention pour leurs sportifs. La recette semble faire ses preuves. 600 adhérents, un bon chiffre pour une salle de cette envergure qui existe depuis 2002. Même si cela reste difficilement comparable avec les 1500 inscrits sur le trottoir d'en face. « Eux, ils ont trois fois plus de fric pour lancer une nouvelle salle. Avec un

tel investissement, ils sont obligés d'avoir plein de clients, sinon ils coulent. »

Les salles de sport ont le vent en poupe. On compte une vingtaine de salles rien qu'à Bordeaux. Les Français sont de plus en plus nombreux à venir se défouler sur les appareils de cardio, ou dans les cours de fitness. Selon une étude réalisée par le cabinet privé Deloitte, 3,3 millions de Français sont inscrits dans un club de remise en forme, soit un chiffre d'affaires évalué à 2 milliards d'euros en 2008. Monter sa salle de sport est devenu un véritable business... qui peut rapporter gros.

Aline Brillu et Julie Delvallée

Les salles indépendantes n'échappent pas à la règle. Certains clubs haut-de-gamme pratiquent volontairement des tarifs très élevés, et attirent ainsi une clientèle bien particulière. D'autres, à l'inverse, cassent les prix, quitte à lésiner sur les équipements ou le personnel. C'est notamment le cas de la salle bordelaise Tonixity qui propose un forfait pour étudiants à 28 euros par mois... sans les cours. Intéressant, sauf qu'à l'intérieur, on est loin du standing de certains clubs. « Quand je suis entrée, j'ai cru que c'était là qu'ils entreposaient les vieux appareils, mais c'était vraiment la salle de sport », raconte cette jeune fille qui a renoncé après une séance d'essai. « Même la chaîne hi-fi grésillait. Et surtout, ce n'était pas propre du tout. » Le fitness reste avant tout un business.

Aline Brillu

Tous les prix, tous les styles

Concurrence oblige, les salles de sport ont dû réviser leurs tarifs à la baisse. Le fitness, qui était il y a quelques années encore un sport de luxe, est devenu aujourd'hui un loisir de plus en plus accessible. C'est du moins ce que revendiquent les grandes enseignes de remise en forme. Dans les faits, la question du prix des abonnements reste encore assez floue. Rares sont les sites Internet qui affichent clairement les tarifs des forfaits. Au téléphone, on préfère vous orienter vers un rendez-vous avec un conseiller.

Attention aux arnaques

Alors plutôt difficile de s'y retrouver. D'autant plus qu'il faut faire attention aux subtilités. Les clubs Amazonia, par exemple, proposent un abonnement au mois de 35 euros, un des moins chers. Mais lorsqu'on ajoute les 75 euros de droit d'entrée, les trois mois de caution et les cours qui sont facturés en supplément, l'addition monte rapidement.

« Je n'avais plus assez d'argent pour travailler »

Pascal Guignard a travaillé trois mois à Fitness First en tant que coach. Il dénonce aujourd'hui le système de rémunération des intervenants pratiqué par le club sportif.

Quel était votre statut au sein de cette entreprise ?

J'ai été recruté pour être un « personal trainer », c'est-à-dire que je proposais des cours particuliers. J'étais vacataire, pas salarié, je travaillais à mon compte. J'étais payé par les clients lorsqu'un membre du club s'offrait mes services en plus de son abonnement.

Et ce système vous permettait d'être bien rémunéré ?

Pas vraiment. En fait, les abonnés peuvent acheter le « triple pack » pour nous tester : c'est un lot de trois séances avec un coach pour 39 euros. Mais pour ce service, on n'est pas rémunéré. Si le client

souhaite prendre d'autres cours, c'est 50 euros de l'heure pour 10 séances. Mais ils sont assez peu nombreux à poursuivre cet engagement. Résultat, à la fin du mois, à coup de 40 heures par semaine avec environ 8 clients par jour, je gagnais 3 à 400 euros.

Vous avez essayé de faire évoluer les choses, de parler à la direction ?

C'est une enseigne mondiale, donc c'est compliqué, mais je suis assez fier d'avoir obtenu quelques avancées. Par exemple, le triple pack a été ramené à deux séances de 45 minutes au lieu de trois séances de 30 minutes, donc les gens nous achetaient plus facilement quelques séances pour voir si on leur apportait réellement quelque chose.

On devait aussi payer 600 euros à Fitness First à partir du troisième mois. Pour l'accès au fichier clientèle et pour l'utilisation des locaux avec les appareils. Quand je suis arrivé, j'ai négocié 100

euros par mois pendant 6 mois puis 600 euros après.

Mais cela ne vous a pas suffi...

C'est vrai. Au bout de trois mois, je ne pouvais plus me permettre de continuer à travailler avec eux car je n'avais plus d'argent de côté pour vivre. J'ai donc donné ma lettre de démission dans laquelle j'ai précisé qu'au total, j'avais travaillé plus de 600 heures sans être rémunéré. Le tarif appliqué étant de 10 euros de l'heure, ils me doivent 6 000 euros ! Mais bien sûr, ils ne m'ont rien donné (1). Les trois autres coaches sont restés, certains commencent à s'en sortir mais là encore, avec une quarantaine de clients, ils ne doivent pas dépasser les 600 euros par mois.

Propos recueillis par Julie Delvallée

(1) La direction de Fitness First, sollicitée à trois reprises, n'a pas souhaité s'exprimer.

Les quais se mettent au sport

Alors qu'Alain Juppé avait annoncé l'ouverture du parc des sports de Saint-Michel pour le mois de mars, c'est le soleil de mai qui va accueillir les premiers sportifs du dimanche. Retour sur un projet ambitieux.

C'est pour bientôt. Sur le site de la Mairie de Bordeaux, l'objectif est prometteur : le parc des sports Saint-Michel, situé entre le quai Sainte-Croix et le quai de la Monnaie, alliera « la pratique du sport à la contemplation des quais ». Une description bucolique pour un projet qui tarde à voir le jour. Déjà deux mois de retard. « Pas si grave », rétorque Anouk Debarre, architecte-paysagiste sur le parc. La faute aux deux Alain, Rousset et Juppé, qui ont tardé à s'accorder sur l'aménagement du lieu, selon elle. Et les intempéries de janvier n'ont pas accéléré le processus.

Le parc des sports en chiffres

- 5 hectares de parc
- 4000 m² d'aires sportives en libre accès
- 1 127 632,86 euros d'investissement global sur le Parc Saint-Michel
- 263 329,08 euros HT pour la construction du fronton



Photo E. R. R.

Le parc des sports constitue le dernier tronçon de l'aménagement des quais de la rive gauche. Initié en 2008 par la Communauté urbaine de Bordeaux, le site est financé par la ville, la Région, le Comité national de développement du sport et le Conseil général. L'intérêt du lieu ? Offrir aux Bordelais un espace d'équipements sportifs en libre accès. Et non des moindres : une aire sablée de beach sports – football, rugby et volley –, un city-stade et cinq installations de fitness feront le bonheur des Bordelais soucieux de leur forme. Les amateurs de pelote basque vont être comblés : un fronton spécialement dédié à ce sport régional attend déjà ses usagers. « L'idée était de redynamiser cette partie des quais, qui était abandonnée depuis

longtemps », précise Anouk Debarre. « Nous avons réalisé des allées d'arbres qui longent la Garonne, la piste cyclable et le passage du tramway. » A la Mairie, pas question de parler de rentabilité. Didier Poirié, chargé de mission du projet, y va de son commentaire : « C'est un site public fait et réalisé pour que tout le monde en profite. Ça donnera de la verdure à ces quais, qui en manquent considérablement. » Le prix pour cet espace de remise en forme gratuit et grandeur nature : 1 127 632,86 euros TTC. Les muscles ont un coût.

Clemence Pierre, Julie Rasplus et Adèle Salmon

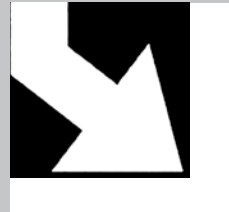
Cartographie culturelle de Bordeaux

La rumeur enfle à Bordeaux : en matière de culture, la ville ne soutiendrait que les grandes structures. Certains avancent même le chiffre de 80 % de subventions pour le seul Grand Théâtre.

En 2009, la mairie a voté un budget de 378 millions d'euros. 18 % seront consacrés à la culture, au sens large, soit 67 millions d'euros. Une somme pas si négligeable pour une ville souvent considérée comme morne. A titre d'exemple, Marseille investit 9 % de son budget dans la culture. Mais le vrai problème, c'est la répartition de cet argent. A Bordeaux, les quatre pôles majeurs de dépense sont : les archives, l'enseignement artistique, les musées et surtout, l'Opéra. Un quart du pécule lui revient. Une subvention souvent pointée du doigt. Mais sur l'art lyrique, la ville ne fait pas exception : la plupart des autres grandes villes de France lui consacrent une bonne partie de leur budget.

Chaque année, Bordeaux dépense des millions d'euros en subventions culturelles. Où vont-elles? Zoom sur certaines des plus grosses institutions de la ville.

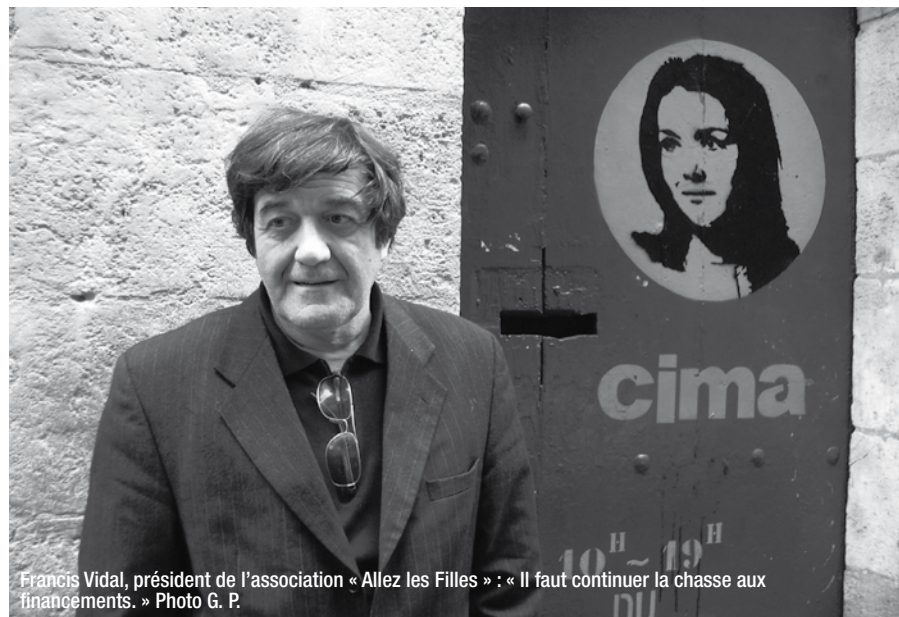
P. S. R et B. R.



Les petites salles raccrochent les micros

Ces derniers mois, la scène alternative bordelaise subit une hécatombe.

Les petites salles de concert mettent la clé sous la porte les unes après les autres. En cause : difficultés économiques, manque criant de subventions, amendes astronomiques... Fin décembre, l'Inca a entamé la série. La Centrale a suivi en déposant son préavis de fermeture en janvier. Puis le Son'Art a mis la clé sous la porte mi-février. Toutes ces structures emblématiques n'ont pas réussi à rentabiliser leur activité. Elles avaient pourtant la possibilité de rentrer dans un circuit d'aides publiques. Selon Francis Vidal, le président de l'association « Allez les Filles », la mairie, le Conseil général et la Région commencent à distribuer des subventions de manière décente. « Ca pourrait encore augmenter. Il faut continuer la chasse aux financements, précise-t-il. Le Son'Art avait peut-être une carte à jouer, mais n'a finalement sollicité aucune aide. » En cinq ans, le seul coup de pouce que les gérants ont reçu venait du département : 20 % de réduction sur l'achat de la sono, soit 600 euros. Malgré un premier dépôt de bilan il y a trois ans et deux années de redressement, Milos Asian-Teran, l'ancien propriétaire de l'Inca, a toujours refusé la contribution des collectivités locales.



Francis Vidal, président de l'association « Allez les Filles » : « Il faut continuer la chasse aux financements. » Photo G. P.

« **La bière à 2 euros : un principe** » Un esprit d'indépendance que revendique également l'association Kamionette Prod, qui gère La Politique, petite salle indépendante du quartier Saint-Michel. « Demander des subventions ? L'idée même nous a abandonnés depuis des années, lâche Floriane, l'une des responsables. La mairie tient un double-discours en disant : on vous donne de l'argent, mais en retour, on a un droit de regard sur vos activités. » La municipalité a bien tenté de convaincre La Politique : « Elle nous a expliqué qu'elle avait 70 000 euros de subventions à distribuer chaque année et qu'elle était prête à nous en donner. Mais nous, on a besoin d'argent

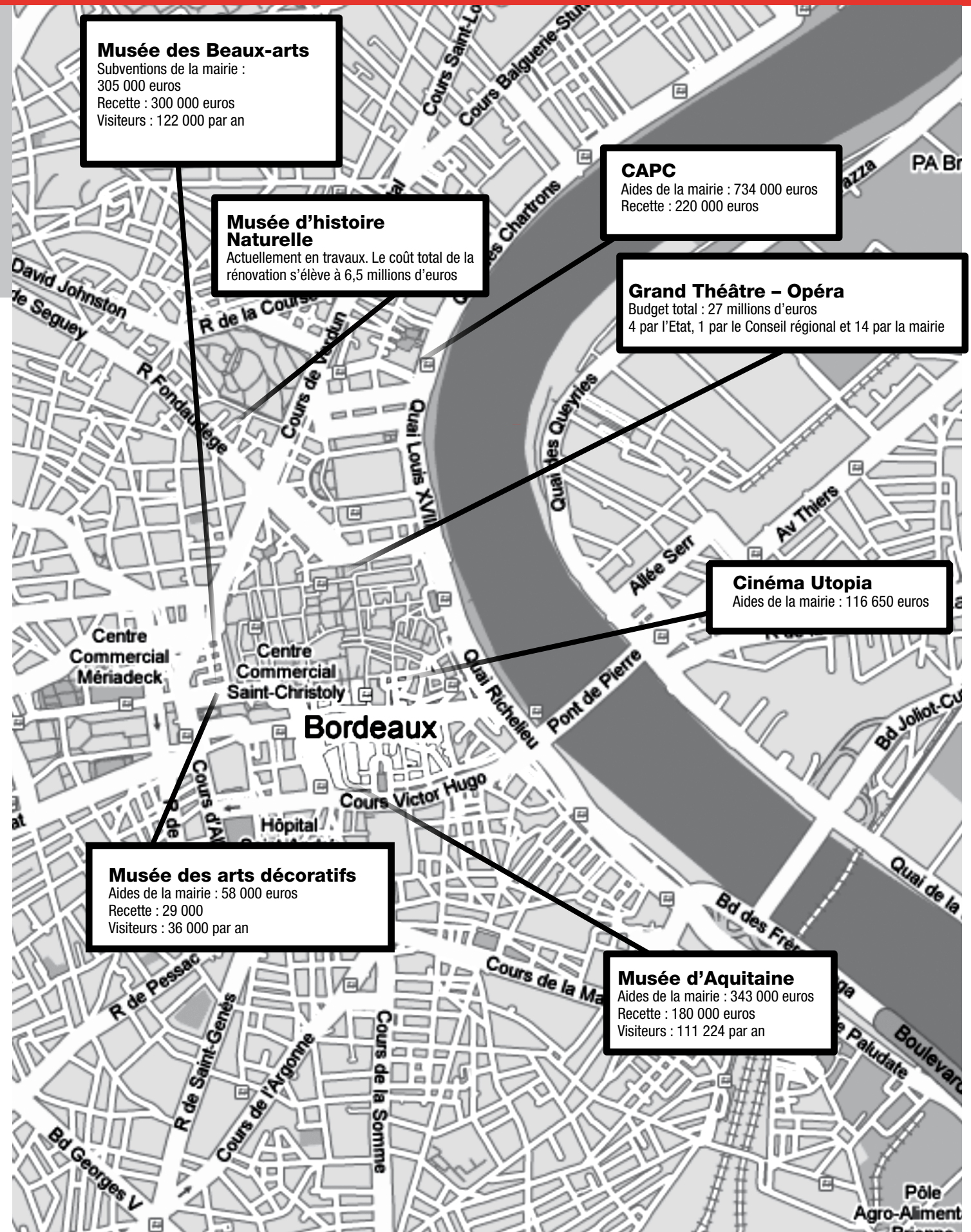
pour le fonctionnement, pour les travaux d'insonorisation ». Problème : si les travaux sont engagés, la mairie sera plus exigeante sur les normes. Il en coûterait alors 15 000 euros de travaux : « Ce n'est pas rentable, on devrait changer la politique tarifaire, ce qu'on refuse de faire. La bière est à 2 euros, on ne veut pas l'augmenter, c'est un principe », conclut Floriane.

10 000 euros d'amende

La plupart de ces structures doivent également faire face aux nombreuses plaintes des voisins, notamment pour tapage nocturne. Les amendes infligées aux établissements sont souvent très élevées. Par exemple, La Centrale encourait

10 000 euros d'amende, une somme qui a rendu la situation financière encore plus précaire. Sur ce terrain, le Saint-Ex dispose d'un avantage non négligeable, puisqu'il se situe sur le Cours de la Marne, déjà très bruyant. A contrario, le Son'Art et La Centrale se trouvaient dans des quartiers résidentiels, où les nuisances sonores provoquent le mécontentement des riverains. Pourtant, les fermetures successives n'inquiètent pas Francis Vidal, qui organise des concerts à Bordeaux depuis une trentaine d'années. « C'est cyclique. C'est comme la vie, il y a des gens qui meurent mais d'autres qui naissent ! »

Marine Scherer et Gabriel Pereira



Journaliste, voyageur, photographe...
Ce Bordelais de 34 ans a fait le tour du monde à la quête du Graal musical.

Florent Mazzoleni sur un air africain

Explorateur

Je ne suis spécialiste de rien. Juste un découvreur, un explorateur. J'aime l'idée de ne pas avoir de métier figé. J'ai travaillé pour de nombreux magazines (*VSD*, *Géo*, *Technikart*, *les Inrocks*). Et j'ai d'autres projets très différents : conférences, photos, programmation de festivals, réalisation de documentaires... J'ai commencé à écrire il y a un peu plus de dix ans. Un jour, j'ai reçu un coup de fil de Philippe Manœuvre, le patron de *Rock & Folk*, qui avait appris que je parlais pour Memphis. A partir de là, j'étais lancé.

Obsession

Je suis obsédé par ce que j'appelle l'Atlantique noir. A savoir les échanges culturels qui ont eu lieu entre l'Afrique, les Caraïbes, l'Amérique et l'Europe. Je travaille dans ce sens-là. J'ai eu besoin à un moment de remonter le fil des musiques populaires. Le rock n'est pas né en 1954 avec Elvis Presley ! Pour comprendre la naissance d'un tel mouvement, il faut chercher plus loin, démêler l'écheveau. Ma grande passion, aujourd'hui, c'est la musique africaine, qui est d'une richesse extraordinaire et porteuse d'une culture universelle. On a tendance à l'oublier, mais 80 % des musiques actuelles viennent de là.

Afrique

Cette passion pour la musique africaine me vient d'un voyage au Mali, il y a plusieurs années. J'ai pris une énorme claque émotionnelle. Je me suis mis à tout écouter et à faire des recherches. Je voyage énormément en Afrique pour rencontrer les acteurs de cette musique. Il ne faut pas oublier que c'est une culture orale, malheureusement encore trop sous-estimée. J'ai eu la chance de rencontrer Salif Keita, l'une des voix africaines majeures de notre époque. Je trouve dans sa musique une sincérité incomparable. Même chose pour Ali Farka Touré ou le Rail Band de Bamako, l'un des plus grands groupes de tous les temps. Depuis quelque temps, je suis devenu, à mon corps défendant, le spécialiste de la musique africaine. Alors qu'il y a cinq ou six ans, je n'y connaissais absolument rien !

Bande-son

J'étais fan de James Brown et de Stevie Wonder quand j'avais 13-14 ans. Mais je me souviens du déclic. C'était en 1986, j'ai vu les Beastie Boys et Run DMC en concert à Brighton, dans le cadre

d'un voyage scolaire. J'ai pris une claque énorme ce jour-là ! Plus tard, j'ai beaucoup écouté T-Rex, les Smiths, Leonard Cohen. Et puis, je suis tombé dans la soul, ses maisons de disque légendaires : Motown, Stax, Hi... Toutefois, le disque que j'ai le plus écouté, c'est « Nouvelles cordes anciennes », de Toumani Diabaté et Ballaké Sissoko, des musiciens légendaires du Mali. Une œuvre fascinante. Ce n'est pas uniquement de la musique africaine, on atteint-là une forme d'universalité.

Sincérité

Je recherche trois choses : émotion, profondeur et sincérité. Je ne retrouve pas ces éléments

dans la musique pop-rock d'aujourd'hui, totalement stérile et formatée. On entend beaucoup de cochonneries ! Peu de groupes trouvent grâce à mes yeux. A un moment, j'ai beaucoup écouté les White Stripes, car ce sont des musiciens qui ont une vraie culture. Mais ça s'arrête là, ils n'ont rien inventé. J'ai rencontré Jack White, le chanteur, à Nashville. On a surtout parlé de musiques africaines, de vieux blues des années 40, et très peu de son groupe ! Je ne pense pas être réac'. Je sors encore beaucoup, je vais voir des concerts. Mais peu de choses me touchent vraiment. Je me sens beaucoup mieux quand je suis attablé dans un vieux boui-boui à Bamako !

Nostalgie

Je me dis qu'on ne peut porter un regard lucide sur le présent et le futur qu'à travers le passé. Je suis hanté par l'idée qu'il y a eu un âge d'or et qu'il est révolu. Mais qu'en cherchant bien, on parvient à en trouver certaines rémanences. Mon travail naît de cette nostalgie. Et c'est ce qui me plaît à Bordeaux. J'ai beau énormément voyager, je ne me vois pas habiter ailleurs. J'y trouve une sorte de dolce vita underground, un spleen atlantique, avec cette ouverture sur l'océan depuis la Garonne... Il y a peu d'endroits comme ici. Cela me correspond tout à fait.

Recueilli par Aline Brillu et Gabriel Pereira

Florent Mazzoleni donnera une conférence le 22 avril au CAPC, sur le thème « Années 70 : provocations punk et passions disco. »

« Mon tour en ville »

Ce passionné de musique est aussi un amoureux de Bordeaux. Il nous présente quelques-uns de ses lieux préférés.

- Son appartement, cours d'Alsace-Lorraine, avec vue sur la Garonne.
- Les locaux de l'association Allez les Filles, où des soirées sont organisées au sous-sol.
- Le quartier Saint-Michel, ses terrasses, son disquaire « Charcuterie 44 ». « La rue Camille-Sauvageau est l'une des plus belles de la ville », affirme-t-il.
- Bam Balam, un disquaire du cours Pasteur.
- Le CAPC, où il donne des conférences sur la musique.
- Les quais. « Je prépare d'ailleurs une exposition photo sur ce thème, explique-t-il. Du coup, l'autre jour, j'ai enfourché mon vélo et j'ai pris des clichés sur les quais, entre la gare et Bacalan. Superbe. »

>> écoutez l'interview de l'entraîneur sur www.imprimatur.fr

Les handicapés moteurs taquinent aussi le ballon rond

Les jeunes de l'équipe de foot fauteuil électrique d'Eysines troquent les crampons pour les pneus.



La plupart des règles du foot fauteuil sont extraites du foot valide. Une exception : le deux contre un est strictement interdit dans un rayon de 3 mètres pour ne pas arrêter le ballon dans sa course. Photo M. C.



Deux équipes de quatre joueurs s'affrontant à l'aide de fauteuils munis de pare-chocs. Les joueurs slaloment entre les lignes d'un terrain de basket pour faire progresser le ballon vers les buts. Photo M. C.



Difficile de maîtriser la formule 1 des fauteuils électriques qui atteignent les 10 km/h. « Au début j'ai lutté pour réussir les pivots car la manette qui dirige le fauteuil est aussi sensible qu'un joystick de jeu vidéo, mais avec de l'entraînement j'ai fini par y arriver » avoue Anthony (au second plan). Photo M. C.

« Dès l'âge de 11 ans, j'ai constitué une équipe avec des amis handicapés, raconte Fabien. On jouait avec nos propres fauteuils, mais nous n'étions pas assurés contre la casse. J'ai donc proposé de créer une association indépendante et l'idée a séduit beaucoup de joueurs. » C'est ainsi qu'est né à Eysines, il y a quatre ans, un club de foot fauteuil électrique qui compte actuellement une vingtaine de membres. Sept jeunes âgés de 12 à 22 ans pratiquent ce sport pour le plaisir du jeu et neuf autres s'entraînent pour la compétition. Ils sont tous atteints de handicaps lourds. « Nous accueillons des infirmes moteurs cérébraux dont les membres inférieurs sont paralysés et d'autres qui souffrent de maladies neuromusculaires », explique Philippe Monard, leur entraîneur.

Se socialiser et se défouler

Cette activité permet aux grands handicapés de se socialiser, de se défouler. Ils apprennent à se situer dans l'espace et à jouer collectif. « Je joue pour me détresser et pour la montée d'adrénaline

que ça me procure », confie Alexis, 15 ans. « Comme je ne peux pas courir, le fauteuil électrique me permet de pratiquer mon sport préféré d'une autre façon. Je me suis fait de nouveaux copains et je suis heureux lorsque nous remportons des matchs », ajoute Anthony, 16 ans.

« le fauteuil électrique me permet de pratiquer mon sport préféré »

Huit fauteuils électriques

Le club fait partie de l'Institut d'éducation motrice d'Eysines, qui lui a permis de s'équiper de huit fauteuils électriques adaptés à la discipline. « Avant, on était obligé de fixer des planches de bois à l'avant des fauteuils, à l'aide de bouts de ficelle et de fils de fer, pour pousser le ballon », raconte Philippe Monard.

Créé en France au début des années 1990, le foot fauteuil électrique connaît, depuis, un succès croissant. Seul sport collectif de compétition accessible aux handicapés lourds, il représente depuis janvier 2009 la première activité de la fédération française d'handisport. « En 2008, on comptait 779 licenciés en compétition et plus de 1000 en loisir », conclut Philippe Monard.

Marion Chantreau et Marine Scherer

Ils roulent vers la victoire

Palmarès : Les neuf membres de l'équipe première d'Eysines participent au championnat de France en division nationale Sud-Ouest pour la deuxième année consécutive. Ils sont actuellement en tête du classement. « Avec 9 points, nous sommes pour l'instant premiers de notre pool » précise Philippe Monard.

Rencontres : Les compétiteurs ont remporté les trois premiers matchs du championnat de France lors d'une rencontre à domicile le week-end du 7 et 8 mars. Il leur reste désormais sept matchs à jouer à Montpellier et Toulouse.

Objectif : L'équipe espère gagner le championnat et monter ainsi en division 3.

Anthony, attaquant de l'équipe première d'Eysines. Photo : M.S.





Tous en pointes, même les hommes ! Bordeaux accueillait la semaine dernière la Biennale de la danse contemporaine. A cette occasion, le chorégraphe montréalais Edouard Lock a repris les ballets cultes de la Belle au bois dormant et du Lac des cygnes. Sur les airs de Tchaïkovsky, les neuf danseurs de la compagnie « La La Human Step » ont offert au public du TNBA trois soirées vibrantes de virtuosité. Trois représentations où la danse contemporaine flirtait avec les pointes des ballets classiques. Un enchantement.

Texte et photo Julie Rasplus